



**Convention groupement de commande  
VILLE DE MONTIVILLIERS ET CCAS DE MONTIVILLIERS**

**ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE**

## CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES EN APPLICATION DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Entre les soussignés :

La Ville de Montivilliers représentée par Monsieur le Maire agissant en exécution de la délibération n° xxxx du Conseil Municipal du 09 février 2026.

D'une part,

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Montivilliers représentée par Madame la Vice-Présidente agissant en exécution de la délibération n° xxxx du Conseil d'Administration du 06 février 2026.

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, la Ville de Montivilliers et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) conviennent, par cette convention, de se regrouper afin de lancer une unique consultation concernant l'acquisition de matériels informatiques pour les agents des services municipaux de la Ville et pour les agents du CCAS et des résidences autonomie l'Eau Vive et Beauregard.

### Article 2 – Durée et Montant

La présente convention prendra effet dès la signature des parties. Le groupement de commandes est constitué pour toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande.

Le groupement de commandes, objet de la présente convention, prendra fin à l'expiration de l'accord-cadre qui sera conclu dans le cadre de la consultation lancée ainsi que pour toutes leurs éventuelles relances.

En cas de sortie du groupement d'un des membres, la convention sera résiliée de fait.

Les montants maximums annuels HT de commandes pour cet accord-cadre sont ainsi fixés :

- Ville de Montivilliers : 85 000,00 euros HT
- CCAS de Montivilliers : 11.000,00 euros HT
- Résidence Autonomie Beauregard : 5 000,00 euros HT
- Résidence Autonomie l'Eau Vive : 5 000,00 euros HT

L'accord-cadre à bons de commande, à effet à date de notification, sera signé pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction 3 fois, sans pouvoir excéder 4 ans.

### Article 3 – Désignation du coordonnateur et siège du groupement

Le coordonnateur du groupement est la Ville de Montivilliers.

Le siège du groupement est fixé dans la collectivité coordonnatrice :

Mairie de Montivilliers - Hôtel de Ville - Place François Mitterrand BP 48 - 76290 Montivilliers.

### Article 4 : Modalités de désignation d'un nouveau coordonnateur

Les modifications de coordonnateur pourront intervenir par signature d'un avenant à cette convention.

### Article 5 : Sortie du groupement

L'une ou l'autre des parties peut sortir du groupement en le notifiant par avenant. Par ce fait, si des règlements restent à effectuer au titulaire par le membre sortant, leurs paiements se feront avant la date de fin de groupement fixé par l'avenant.

## **Article 6 – Mode de fonctionnement**

Conformément au code de la commande publique, la Ville de Montivilliers est désignée comme le coordonnateur de ce groupement et sera chargée de lancer, et notifier l'accord-cadre à bons de commande, chaque membre, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa signature et de sa bonne exécution.

### **6.1 Désignation de la Commission du groupement de commandes**

Les parties conviennent que la commission d'appel d'offres/marché, selon les procédures lancées, sera exclusivement celle du coordonnateur.

Les procédures seront, selon les montants et le type de prestations, celles prévues par le code de la commande publique et le guide interne des procédures de la Ville de Montivilliers.

### **6.2 Missions du coordonnateur « Ville de Montivilliers »**

- La constitution du dossier de consultation
- La publication des avis d'appels à la concurrence
- La mise en ligne pour téléchargement par les candidats des dossiers de consultation
- La réception des offres
- La gestion de la commission du groupement
- La centralisation et la transmission de l'information aux candidats écartés
- La rédaction de la décision du Maire à signer l'accord-cadre à bons de commande
- La transmission de la décision au contrôle de la légalité,
- La signature de l'acte d'engagement avec le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande
- La notification de l'accord-cadre à bons commande du groupement
- La rédaction de l'information au conseil municipal
- La publication de l'avis d'attribution
- L'exécution de l'accord-cadre propre à la Ville : contrôles – paiements sur ses crédits.

### **6.3 Missions du CCAS :**

- La rédaction de la décision de la Vice-Présidente à signer l'accord-cadre à bons de commande
- La transmission de la décision au contrôle de légalité
- La signature de l'acte d'engagement avec le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande
- La rédaction de l'information au conseil d'administration
- L'exécution de l'accord-cadre propre au CCAS : contrôles – paiement sur ses crédits.

## **Article 7 – Dispositions financières**

### **7.1 Contributions financières des membres du groupement :**

Les frais de fonctionnement ainsi que les frais de publicité et de reprographie liés à la passation de l'accord-cadre sont supportés par le coordonnateur. Le traitement des factures est effectué par les services de chacun des membres, chacun pour ce qui le concerne. Les paiements sont assurés selon les modalités de facturation séparée établies par l'entreprise retenue.

### **7.2 Versement d'indemnités :**

Le paiement d'indemnité au titulaire de l'accord-cadre, pour non-respect des engagements contractuels ou tout autre motif, est effectué par chaque co-contractant, pour ce qui le concerne.

## **Article 8 – Responsabilités**

Chaque membre du groupement est responsable de la part des accords-cadres à bons de commande dont il a la charge. Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers, de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de ces missions.

## **Article 9 – Résiliation de la convention constitutive**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, sans recours à la justice et sans préjudice, de toutes demandes de dommages et intérêts, après mise en demeure restée sans effet après un délai de 10 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour la ville de Montivilliers

Le Maire  
Jérôme DUBOST

Pour le CCAS de la ville de Montivilliers

La Vice-Présidente  
Agnès SIBILLE